

dial

DIFFUSION DE L'INFORMATION
SUR L'AMÉRIQUE LATINE

170, BOULEVARD DU MONTPARNAÏSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 306 BRESIL: LA CENSURE DE "MOVIMENTO" SUR LA FEMME

Levée pour certains journaux comme "O Estado de São Paulo" la censure est toujours aussi sérieuse pour des publications comme l'hebdomadaire "Movimento".

Récemment censuré sur la question du pétrole (cf DIAL D293) "Movimento" vient de l'être plus brutalement encore sur le problème de la femme au Brésil. La déclaration de son rédacteur en chef, du 7 mai 1976, donne tous les détails sur le résultat de cette censure.

(Note DIAL)

LE CONSEIL DE REDACTION DE L'HEBDOMADAIRE "MOVIMENTO"
AU PUBLIC, AUX JOURNALISTES ET AUX AUTORITES

La censure a empêché la circulation du n° 45 de "Movimento" qui était consacré au thème "Le travail de la femme au Brésil" et qui devait sortir le 10 mai. L'effet de la censure sur cette édition spéciale est le plus important de l'histoire du journal:

	Matière sur "Le travail de la femme", envoyée à Brasília	Interdit par la censure	% de matière censurée par rapport au total
Textes	305 feuillets	283 feuillets	93
Photos	69	58	84
Dessins	13	6	46
Tableaux	12	10	83

Plus spécifiquement ont été censurés, entre autres sujets:

- Le résumé d'une étude de l'ONU sur la main-d'oeuvre féminine dans le monde entier;
- Le témoignage d'un couple qui ne veut pas d'employée de maison car il trouve cette profession humiliante pour l'employeur et l'employée;
- Des interviews de femmes juges et magistrates du Pará, qui sont majoritaires dans les milieux judiciaires de l'Etat, et qui se trouvent menacées de perdre cette position du fait que les bas honoraires dont elles étaient gratifiées viennent d'être récemment relevés, devenant ainsi attirants pour les hommes;
- Une analyse de l'industrie culturelle autour de la femme: les romans-photos et la télévision;
- Un état de la situation des crèches pour les enfants des femmes qui travaillent, lesquelles crèches sont obligatoires en vertu de la loi (pour les entreprises de plus de 30 employés) mais sont pratiquement inexistantes;
- Des interviews avec les responsables des principaux mouvements féminis-

nistes du Brésil;

- Une étude sur les limites et les facultés de la législation qui réglemente le travail de la femme dans notre pays; ainsi que la discussion sur la convenance ou non d'autoriser le travail de nuit pour la femme;
- Des articles des économistes et sociologues Verena Martinez Alier, Maria Moraes et Chico de Oliveira sur la valeur du travail de la femme et son rôle dans les luttes féministes pour plus d'indépendance et de participation dans la vie sociale et politique;
- Une étude sur la participation de la femme à la vie syndicale brésilienne;
- Trois douzaines de témoignages de femmes qui travaillent: des institutrices de Carvalhópolis, au Minas Gerais; des laveuses de Juazeiro, dans la Bahia; une ouvrière sur la chaîne d'une industrie de cosmétiques de São Paulo; une paysanne de Machado, dans le sud du Minas Gerais; des cueilleuses de tabac à Arapiraca, en Alagoas; une femme et sa fille "à la gamelle" (1) à Paraguaçu, au Minas Gerais; une couturière de Ceilândia, à Brasília; une ouvrière de Volkswagen, à São Paulo; des secrétaires de Rio de Janeiro; et des journalistes de São Paulo, entre autres;
- Une bibliographie de 55 livres et études sur le thème "Le travail de la femme au Brésil", préparée par la Fondation Carlos Chagas, de São Paulo.

L'édition censurée correspond au plus grand effort journalistique de rassemblement que l'hebdomadaire ait jamais fait à ce jour: 82 personnes - 63 femmes et 19 hommes - de São Paulo, Rio, Recife, Belo Horizonte, Porto Alegre, Brasília, Salvador et Belém ont travaillé pendant quarante jours pour élaborer cette édition. Ce vaste travail a eu un résultat double: d'une part, il a fourni un tableau de ce qu'est la vie du pays, à travers les témoignages de sa population la plus souffrante, celle des femmes; d'autre part, il a montré l'extraordinaire énergie que perd le pays en maintenant pratiquement 82% de la force de travail féminin dans des tâches que l'économie considère comme "économiquement improductives".

Des 6,2 millions de femmes considérées comme "économiquement actives", deux millions sont employées de maison et un million travaillent la terre. Dans toutes les professions, même celles considérées comme "féminines", l'accession aux tâches supérieures leur est difficile: dans l'enseignement primaire, les femmes comptent pour 95%; dans l'ancien secondaire, elles comptent pour 60%; dans l'ancien collégial, elles comptent pour 50%; et 23% à peine des professeurs d'université sont des femmes, d'après les données de 1971 du Ministère de l'éducation et de la culture.

Il n'y a pas de crèches pour les enfants des femmes qui travaillent; le droit du travail des femmes enceintes n'est pas respecté; les femmes reçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes pour le même travail; elles n'ont pas de présence significative dans la vie syndicale, ni dans la vie politique; d'une manière générale, elles ne sont appelées au travail productif qu'en périodes de crise, quand il y a manqué de main-d'oeuvre masculine par suite des bas salaires offerts. Enfin, quand elles exercent un travail considéré comme productif, elles continuent d'assumer seules les tâches domestiques, subissant ainsi les effets de la "double journée de travail"; celle-ci correspond très souvent à des périodes ininterrompues de 16 heures de travail quotidien, équivalentes

(1) "Bóia-fria", littéralement "bouffe-froide": repas qu'on emporte dans une gamelle et qu'on mange froide sur le lieu de travail. (N.d.T.)

aux sacrifices des femmes du début de la Révolution industrielle du 19^e siècle.

A qui profite l'interdiction de la divulgation de telles vérités, vérifiées par des études, des témoignages et des statistiques gouvernementales? Cette interdiction est évidemment une façon pour la police - qui s'érige chaque fois davantage en gardienne de la vérité dans le pays - d'empêcher la discussion approfondie et sérieuse autour des grands problèmes qui affectent la population laborieuse de notre pays. Notre rapport circonstancié sur la question est la démonstration de l'absurdité de la thèse selon laquelle la censure est nécessaire pour contenir une presse irresponsable. A travers lui, nous comparaissons devant l'opinion publique pour lui demander son soutien ferme et décidé qui, jusqu'à maintenant, ne nous a jamais manqué. Et pour lui dire que, dans le cadre de nos objectifs de description des conditions de vie du peuple brésilien et d'accompagnement de son combat pour plus de liberté, nous ne désisterons pas. Lisez, faites connaître "Movimento" et, aujourd'hui plus spécialement, abonnez-vous. Comme dit le poète: s'ils coupent un vers, nous en écrirons un autre.

São Paulo, le 7 mai 1976

Pour le Conseil de rédaction,
Raimundo Rogrigues Pereira

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249